



**PRÉFET  
DE LA SOMME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement des  
Hauts-de-France**

Unité départementale de la Somme  
53 rue de la Vallée  
80000 Amiens

Amiens, le 06/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**BIOGAZ DU COQUELICOT**

7 RUE DU MOULIN

--

80300 Morlancourt

Références : 2025-E10032

Code AIOT : 0100000378

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/02/2025 dans l'établissement BIOGAZ DU COQUELICOT implanté Rue Henry Potez -- 80300 Albert. L'inspection a été annoncée le 17/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BIOGAZ DU COQUELICOT
- Rue Henry Potez -- 80300 Albert
- Code AIOT : 0100000378
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société BIOGAZ DU COQUELICOT est autorisée à exploiter une unité de méthanisation par arrêté préfectoral du 20/07/2022.

#### Contexte de l'inspection :

- Récolement

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées a constaté que les eaux pluviales présentes dans le bassin de confinement étanche étaient de couleur marron. Après quelques

recherches, il a été constaté que le regard prévu pour accueillir les jus de silo était bouché. De ce fait, les jus de silos s'écoulaient dans le réseau des eaux pluviales.

L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de fermer la vanne immédiatement afin que les eaux contenues dans le bassin de confinement ne s'écoulent pas vers le bassin d'infiltration.

Le regard a été débouché et l'inspection des installations classées a constaté que les jus de silo ne s'écoulaient plus vers le réseau des eaux pluviales.

L'exploitant a mis en place un nettoyage quotidien des regards depuis la visite. **Ce nettoyage devra être formalisé dans une procédure qui sera transmise à l'inspection des installations classées sous 1 mois.**

**Enfin, conformément à son arrêté préfectoral d'autorisation, l'exploitant s'est engagé à maintenir la vanne de son bassin de confinement en position fermée par défaut.**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 20/07/2022, article 8.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 20/07/2022, article 8.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Enregistrement lors de l'admission	Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 9.1.1.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Nature et origine des matières et déchets interdits	Arrêté Préfectoral du 20/07/2022, article 9.1.1.1	Sans objet
5	Réception des matières	Arrêté Préfectoral du 20/07/2022, article 9.1.1.4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des justificatifs de conformité ont été demandés à l'exploitant sous 1 mois. L'inspection des

installations classées est en attente d'un retour de sa part. Dans l'hypothèse où les justificatifs ne seraient pas fournis dans le délai imparti, un projet d'arrêté de mise en demeure sera proposé à Monsieur le Préfet.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Localisation des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/07/2022, article 8.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Localisation des risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.  L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.  Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés. Sont définies notamment comme zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives les ateliers de traitement et de stockage de gaz. Ce risque est signalé et, lorsqu'elles sont confinées, ces zones sont équipées de détecteurs de méthane ou d'alarmes.  [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a recensé des zones à risques d'atmosphère explosives (ATEX) dans les locaux suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• local épurateur ;</li><li>• local pompe ;</li><li>• local process ;</li><li>• local chaudières.</li></ul> Chacun de ses locaux est équipé de détecteurs de CH <sub>4</sub> (méthane) asservis à l'alarme. Le plan répertoriant les zones à risque a été présenté. <b>Celui-ci présente des incohérences par rapport aux zonages présentés dans le dossier d'autorisation (notamment la torchère) et la signalétique mise en place sur le site (cf. photo de la chaudière).</b> Le plan en format A0 est en cours d'impression. Le jour de la visite, les panneaux signalant les zones ATEX n'étaient pas mis en place. Par mail du 21/02/2025, des photos justifiant de leur mise en place ont été transmises.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Les incohérences par rapport aux zonages présentés dans le dossier d'autorisation (notamment la torchère) et la signalétique mise en place sur le site (cf. photo de la chaudière) seront levées. Un plan répertoriant les zones à risques mis à jour est à transmettre sous 1 mois.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/07/2022, article 8.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>• Des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8.1.1 ;</li> <li>• Des détecteurs de gaz à proximité des chaudières (brûleurs à gaz) dans le local abritant des bâches souples, dans le local de traitement de gaz, dans le local épuration compression ;</li> <li>• Des détecteurs incendie dans le local épuration compression ;</li> <li>• Des détecteurs de fumées dans le poste TGBT.</li> </ul> <p>Les moyens suivants sont mis en place, à minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2 cuves incendie en béton de 120 m<sup>3</sup>, chacune ;</li> <li>• Un nombre d'extincteurs dispensés sur l'ensemble des zones à risque, conforme à la règle R4 de l'APSAD.</li> </ul> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur et les portent sur un registre.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site dispose :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'une alarme branchée sur un onduleur. Celle-ci prévient le personnel d'astreinte et après les pompiers ;</li> <li>• d'un plan d'intervention. La maquette a été présentée, le plan définitif est à l'impression ;</li> <li>• de détecteurs de gaz (H2S et CH4) dans les locaux de traitement de gaz et d'épuration ;</li> <li>• de détecteurs incendie dans le local épuration ;</li> <li>• de détecteurs de fumée dans le poste TGBT ;</li> <li>• d'extincteurs.</li> </ul> <p>2 cuves incendie sont en place, elles ont été réceptionnées par le SDIS 80 et les PV de réception ont été présentés. Un avis favorable a été rendu sur les 2 points d'eau avec pour chacun, une observation concernant la numérotation du point d'eau. Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté que le panneau de numérotation n'était pas mis en place.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

Les panneaux précisant la numérotation des points d'eau devront être mis en place. Les documents justifiant de leur mise en place sont à transmettre sous 1 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 3 : Nature et origine des matières et déchets interdits**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/07/2022, article 9.1.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Nature et origine des matières et déchets interdits

**Prescription contrôlée :**

Les déchets admissibles sont les suivants :

02 01 03	Déchets de tissus végétaux
02 03 04	Matières impropres à la consommation ou à la transformation
02 04 99	Déchets non spécifiés ailleurs
02 01 06	Fèces, urine et fumier (y compris paille souillée), effluents, collectés séparément et traités hors site ; - SPA cat2
20 01 25	Huiles et matières grasses alimentaires
20 02 01	Déchets biodégradables

Les déchets et matières organiques, provenant principalement d'entreprises agro-alimentaires et d'exploitations agricoles sont collectés dans un rayon proche du site sur le département de la Somme.

Toute admission envisagée par l'exploitant de matières d'une nature ou d'une origine différente de celles mentionnées dans l'arrêté d'autorisation est portée à la connaissance du préfet.

Sont en particulier interdits sur le site, les catégories de déchets suivants :

- sous-produits animaux de catégorie 2 au sens du règlement (CE) n°1774-2002,
- boues d'épuration urbaines,
- déchets dangereux au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement susvisé ; sous-produits animaux de catégorie 1 tels que définis à l'article 4 du règlement (CE) n° 1774/2002 ; déchets contenant un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection,
- infectieux des hôpitaux,

- incendiaires ou explosifs,
- contenant des substances toxiques phytosanitaires et pharmaceutiques,
- contenant des métaux lourds en concentration supérieure à celle généralement admise comme présente dans les ordures ménagères,
- huiles de vidange,
- matières radioactives,
- produits et déchets de l'industrie chimique,
- déchets industriels spéciaux,
- des cabines de peintures et des ateliers de traitement de surface,
- et en règle générale tous les produits susceptibles d'avoir une incidence sensible (molécules lourdes, soufre, chlore, azote...).

**Constats :**

L'exploitant a présenté le registre d'admission. L'inspection des installations classées a constaté que seuls les déchets admissibles par le présent article étaient admis sur le site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Enregistrement lors de l'admission**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 9.1.1.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Enregistrement lors de l'admission

**Prescription contrôlée :**

Toute admission de déchets ou de matières donne lieu à un enregistrement dans un registre des informations suivantes :

1. Leur désignation et le code des déchets indiqué à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement susvisé ;
2. La date de réception ;
3. Le tonnage ou, en cas de livraison par canalisation, le volume, évalué selon une méthode décrite et justifiée par l'exploitant ;
4. Le nom et l'adresse de l'expéditeur initial ;
5. Le cas échéant, le nom et l'adresse des installations dans lesquelles les déchets ou matières ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités et leur numéro SIRET ;
6. Le nom, l'adresse du transporteur du déchet et, le cas échéant, son numéro SIREN et son numéro de récépissé délivré en application de l'article R. 541-50 du code de l'environnement ;
7. La désignation du traitement déjà appliqué au déchet ou à la matière ;
8. La date prévisionnelle de traitement des déchets ou matières ;
9. Le cas échéant, la date et le motif de refus de prise en charge, complétés de la mention de destination prévue des déchets et matières refusés.

Les registres d'admission des déchets sont conservés par l'exploitant pendant une durée minimale de dix ans en cas de retour au sol du digestat, et trois ans dans les autres cas. Ces registres sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

Le registre a été présenté, il ne comprend pas l'ensemble des éléments réglementaires.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra compléter les informations du registre, notamment :

- l'adresse de l'expéditeur initial ;
- l'adresse du transporteur du déchet ;
- la désignation du traitement déjà appliqué au déchet ou à la matière ;
- la date prévisionnelle de traitement des déchets ou matières ;
- le cas échéant, la date et le motif de refus de prise en charge, complétés de la mention de destination prévue des déchets et matières refusés.

Il devra être transmis à l'inspection des installations classées sous 1 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

#### **N° 5 : Réception des matières**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/07/2022, article 9.1.1.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Réception des matières

#### **Prescription contrôlée :**

L'installation est équipée d'un dispositif de pesée des matières entrantes. A défaut, l'exploitant



est en mesure de justifier de la masse (ou du volume, pour les matières liquides) des matières reçues lors de chaque réception, sur la base :

- des informations et estimations communiquées par le producteur de ces matières ;
- ou d'une évaluation effectuée selon une méthode spécifiée, décrite et justifiée par l'exploitant.

Toute admission de matières autres que des effluents d'élevage, des végétaux, des matières stercoraires ou des déchets d'industries agro-alimentaires fait l'objet d'un contrôle de non-radioactivité. Ce contrôle peut être effectué sur le lieu de production des déchets, le producteur devant délivrer le justificatif de réalisation des contrôles de non-radioactivité et de leurs résultats. Ces documents sont conservés sur le site dans le registre mentionné à l'article précédent et sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Le site est équipé d'un pont bascule. Chaque camion est pesé en entrée et sortie.

**Type de suites proposées :** Sans suite